

ACTION URGENTE

CUBA. UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION EN DÉTENTION

Le 1^{er} octobre 2019, les autorités cubaines ont arrêté José Daniel Ferrer García, dirigeant de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), un groupe d'opposition non officiel, à Santiago de Cuba. Resté au secret pendant 72 heures, il a été maintenu en détention par la suite sans être inculpé. José Daniel Ferrer García doit être informé des faits qui lui sont reprochés ou remis en liberté, pouvoir consulter l'avocat de son choix et communiquer avec ses proches, et bénéficier de soins médicaux.

Président de la République de Cuba

Miguel Díaz Canel

Hidalgo, Esquina 6. Plaza de la Revolución

La Habana, CP 10400

Cuba

Courriel : despacho@presidencia.gob.cu

Twitter : @DiazCanelB

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris pour condamner le fait que José Daniel Ferrer García, dirigeant de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), un groupe d'opposition non officiel, soit détenu depuis le 1^{er} octobre 2019.

Cela fait plus de 10 ans que les autorités cubaines soumettent José Daniel Ferrer García à des actes de harcèlement et à des tentatives d'intimidation en raison de ses activités politiques. Sa détention intervient alors qu'Amnesty International a adopté six prisonniers d'opinion en moins de deux mois.

En conséquence, j'appelle votre administration :

- **à informer sans délai José Daniel Ferrer García des faits qui lui sont reprochés ou à le libérer ;**
- **à veiller à ce qu'il puisse immédiatement consulter l'avocat de son choix et communiquer avec sa famille ;**
- **à veiller à ce qu'il puisse bénéficier rapidement d'un examen médical approprié s'il en fait la demande, et de soins médicaux si nécessaire ou à sa demande pendant toute sa détention.**

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Selon les informations dont Amnesty International dispose, José Daniel Ferrer García, dirigeant de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), un groupe d'opposition non officiel, a été arrêté par les autorités le 1^{er} octobre, pour des raisons encore inconnues. Il a été détenu au secret pendant au moins 72 heures. José Daniel Ferrer García est l'une des voix les plus critiques de cet État des Caraïbes.

Selon son épouse, dans la matinée du 1^{er} octobre, des membres des forces de l'ordre l'ont arrêté à son domicile, à Santiago de Cuba.

En vertu des normes internationales relatives aux droits humains, toute personne arrêtée ou placée en détention doit être informée des motifs de sa privation de liberté au moment de son arrestation. Les normes internationales disposent également que ces personnes doivent être rapidement présentées à un juge après leur arrestation ou leur placement en détention. Or, d'après les informations dont Amnesty International dispose, au 7 octobre, les autorités n'avaient pas informé officiellement José Daniel Ferrer García des motifs de sa détention et ne l'avaient pas déféré à un tribunal. En conséquence, sa détention pourrait être arbitraire.

De plus, selon son épouse, les autorités n'ont pas permis à José Daniel Ferrer García de voir ses proches ni de téléphoner pendant les 72 heures qui ont suivi son placement en détention. Les personnes détenues ont le droit d'informer un tiers de leur arrestation ou placement en détention et du lieu où elles sont détenues. La détention sans possibilité de communiquer avec le monde extérieur, dite détention au secret, facilite la torture et les autres formes de mauvais traitements, ainsi que les disparitions forcées.

José Daniel Ferrer García est actuellement détenu à Santiago de Cuba. D'après sa femme, alors que sa santé est fragile, les autorités ne lui ont pas permis de bénéficier de soins médicaux ni de recevoir des médicaments de sa famille.

Cela fait plus de 10 ans que les autorités cubaines soumettent José Daniel Ferrer García à des incarcérations, des actes de harcèlement et des tentatives d'intimidation en raison de ses activités politiques. Par le passé, Amnesty International a déjà adopté José Daniel Ferrer García comme prisonnier d'opinion, en même temps que 74 personnes emprisonnées en 2003 uniquement pour avoir exprimé leurs opinions de manière pacifique.

En 2018, José Daniel Ferrer García a été détenu au secret pendant 10 jours.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol ou anglais

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 19 NOVEMBRE 2019.

NOM ET PRONOM À UTILISER : José Daniel Ferrer García (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A